

22 juin 1996 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Conférence de presse de M. Jacques Chirac, Président de la République, sur le bilan de Conseil européen, l'accord sur la lutte contre la maladie de la vache folle, la levée de blocage des institutions communautaires, les travaux de la CIG et la convention Europol, Florence le 22 juin 1996.

LE PRESIDENT.- Mesdames, messieurs,

- Je n'aurai pas la prétention de vous apprendre ce qui s'est passé à l'occasion de ce Conseil et donc, je répondrai plus volontiers à vos questions. Je voudrais juste faire une remarque de départ c'est que les choses sont toujours difficiles à prévoir. Nous sommes tous arrivés ici un peu inquiet, d'abord parce que les événements politiques en Italie n'avaient à l'évidence pas facilité la préparation de ce Conseil, et ensuite parce que les problèmes liés à la crise bovine, naturellement, rendaient les choses difficiles.

- Dans la réalité, nous avons d'abord trouvé une Présidence italienne qui a été remarquable d'efficacité, d'ingéniosité, d'intelligence et qui a conduit ces affaires avec une grande qualité, puis des Britanniques qui étaient décidés à faire en sorte que la crise - en tous les cas je dirais dans ces aspects politiques, au sens noble du terme - se dénoue. Si bien que nous avons pu avoir un Conseil qui été un Conseil normal.

- Je sais bien que ces Conseils sont toujours présentés comme décevants, parce qu'ils n'ont pas naturellement pour vocation de faire la révolution. La construction européenne est un lent cheminement vers un objectif qui se précise au fil des ans et nous avons, cette fois-ci à nouveau, fait les pas qui nous rapprochent de cet objectif.

- Voilà, c'est tout ce que j'ai à dire comme impression globale, mais je suis maintenant prêt à répondre à vos questions.

- QUESTION.- Est-ce que vous considérez pour autant que l'affaire de la "vache folle" comme on l'appelle est terminée et que la page est tournée.

- LE PRESIDENT.- Non, je ne crois pas qu'on puisse dire cela. L'affaire de la "vache folle" n'est pas terminée pour une raison simple, c'est parce qu'on a pas encore une connaissance exacte de ses caractéristiques et des dangers qu'elle implique et je dirais des dégâts potentiels qu'elle peut faire, on n'en sait rien. Alors je suis à la fois tout à fait hostile à ceux qui font de l'affolement de façon excessive ou qui essaient d'inquiéter les gens de façon excessive, mais je suis aussi sévère à l'égard de ceux qui traitent les choses un peu à la légère.

- La vérité c'est : que nous devons faire un effort considérable dans les mois et les années qui viennent, sur le plan scientifique pour donner tous les moyens aux spécialistes de se faire un jugement et que nous devons, en attendant, prendre les mesures les plus draconiennes pour éradiquer la maladie physiquement, c'est désastreux naturellement, mais les Anglais vont abattre quelque chose comme 4 millions de bovins dans les 4 ans qui viennent. C'est considérable, et c'était considéré par les savants, les experts et les vétérinaires, comme indispensable.

- Et dans ces domaines touchant à la santé publique, on ne prend jamais assez de précaution. Alors voilà, cette affaire doit être suivie avec très grand soin maintenant. Mais il ne faut pas non plus s'affoler ou affoler les gens. Tout ce qu'il faut dire, c'est que les mesures qui ont été jugées

utiles ou nécessaires par les plus grands spécialistes unanimes (j'insiste sur le mot unanime, parce que le comité vétérinaire s'est prononcé de façon unanime) ont été prises, c'est tout ce qu'on peut dire, donc les risques sont vraiment réduits à leur plus simple expression, je le pense.\

QUESTION.- Les changements politiques en Israël ont prouvé qu'il pouvait y avoir beaucoup d'inquiétudes quant à l'avenir du processus de paix. Je voudrais vous demander quel est votre message à M. Benjamin Netanyahu, mais également au Sommet arabe qui se réunit aujourd'hui et demain au Caire ?

- Après votre engagement politique et l'engagement de la diplomatie française au Liban, votre discours tant à Charm El Cheikh qu'au Caire, votre prochaine visite dans la région du Golfe, beaucoup de commentaires outre-Atlantique ont expliqué cela par des motifs, selon eux, mercantiles, vous voudriez bien, Monsieur le Président, nous rappeler les principes qui guident votre action dans cette région ?

- LE PRESIDENT.- Ecoutez, je serai très bref parce que ce n'est pas l'objet de cette conférence de presse qui est consacrée aux commentaires sur le sommet. Je dirai simplement et très rapidement, nous l'avons d'ailleurs exprimé dans le document que vous avez dû recevoir, que la position de la France, comme celle d'ailleurs de l'Union européenne consiste à souhaiter de façon très ferme que le processus de paix engagé dans le cadre des accords d'Oslo et des accords de Taba soit poursuivi jusqu'à ce que la paix et la stabilité règnent dans la zone et que le développement puisse y faire sentir ses effets. Cela c'est tout à fait clair. Donc mon message aussi bien au nouveau gouvernement israélien, que je salue, qu'au Sommet arabe, qui est d'une importance particulière, parce que cela fait au moins 6 ou 7 ans qu'il n'y avait pas eu de sommet de cette nature, c'est, au-delà des procès d'intention, que toutes les énergies soient dirigées dans le sens de la poursuite du processus de paix, comme il était engagé.

- Quant au Liban, vous connaissez l'attachement traditionnel de la France pour ce pays, et quels sont nos objectifs. J'ai eu l'occasion de les développer longuement. Nous serons toujours aux côtés du Liban quand il s'agira de défendre sa liberté et son indépendance, et l'intégrité territoriale de ce pays, fort d'une très vieille tradition et d'une ancienne amitié avec la France.\

QUESTION.- Monsieur le Président, le Conseil a décidé d'allonger les aides communautaires aux élèves, mais il devrait y avoir des aides nationales, alors quel pourrait être le niveau que la France serait prête à consacrer à ses propres élèves, et quel message vous voulez faire passer aujourd'hui aux élèves ?

- LE PRESIDENT.- Je l'ai dit hier, je connais les problèmes des élèves et je comprends parfaitement leur angoisse, je ne reviendrai pas sur ce point. J'ai obtenu hier qu'on inscrive à l'ordre du jour ce problème, et qu'on prenne des décisions que je considère comme positives, sur le plan européen. On a pris des décisions de soutien aux revenus qui, s'ajoutant aux décisions prises en matière d'intervention et donc de soutien aux cours, représentent tout de même des sommes non négligeables : plus de 10 milliards de francs pour l'année 1996.

- J'ai également fait admettre le principe, dans toute la mesure où ce serait nécessaire, d'aides nationales. Mais il ne m'appartient pas à partir de là, de définir quelles doivent être les aides nationales aux élèves, cela c'est un problème qui ressort de la responsabilité du gouvernement. Responsabilité à laquelle je ne suis pas disposé à me substituer.

- Je rappelle néanmoins qu'il y a lundi un conseil agricole et que tout ceci devra être mis en oeuvre à ce moment-là. Je rappelle aussi qu'il faut, - mais j'espère que cela ne retardera pas - notamment pour les dépenses nouvelles décidées sur le plan européen, l'accord du parlement européen.\

QUESTION.- Les décisions prises à Florence concernant les grands travaux paraissent un petit peu alambiquées, qu'est-ce qu'il en est du TGV-Est, du TGV Perpignan-Barcelone et Lyon-Turin, on a l'impression que cela traîne, et nos lecteurs s'interrogent avec juste raison sans doute ?

- LE PRESIDENT.- Nous avons des sommes importantes qui ont été fixées, prévues. Nous avons une liste de projets dont certains comme le TGV-Est sont finalisés, d'autres qui ne le sont pas encore. Nous avons mis de côté 1,8 milliards d'Ecus, si j'ai bon souvenir, pour ces réseaux, c'est-à-dire que cela représente plus de 11 milliards de francs, ce n'est pas négligeable. Nous avons, je rappelle, de ce côté, investi au budget européen 250 millions d'Ecus au budget 1997, nous les

parie la de memoire, inscrit au budget quelque 350 millions d'Ecus au budget 1997, pour les réseaux transeuropéens de transport. Il y a donc de l'argent disponible, cet argent sera naturellement utilisé, et en tous les cas pour ce qui concerne les projets que vous avez évoqués, ils seront poursuivis au niveau des prévisions faites déjà. Il n'y a pas de changement dans ce domaine.\

QUESTION.- Est-ce qu'on peut dire que, dans un autre domaine, pour la CIG, à Florence les chefs d'Etat et de gouvernement aient forcé l'allure ?

- LE PRESIDENT.- Je ne dirais pas qu'ils ont forcé l'allure, je dirais qu'ils l'ont maintenue, ce qui répond aux objectifs que nous nous étions fixés. Le risque que nous avions à Florence, c'est, par défaut d'une préparation suffisamment approfondie ou par une obstruction due aux problèmes bovins, de ne pas pouvoir fixer nos objectifs et nos procédures. Alors tout cela a été évité, et nous avons consacré l'essentiel de nos travaux de la journée d'hier pour fixer les procédures, c'est-à-dire donner un mandat impératif à nos ministres et à nos sherpas £ pour que le sommet de Dublin puisse discuter, non pas d'un projet finalisé naturellement, puisque cela c'est au sommet suivant, - qui aura lieu aux Pays-Bas - mais pour qu'on ait une esquisse qui nous permette de définir très précisément quels sont les points de divergences de façon à ce qu'on puisse limiter notre discussion à Dublin, aux points de divergences et donc terminer, comme nous l'avons envisagé, aux Pays Bas, dans le premier semestre de l'année prochaine.

-\

QUESTION.- Monsieur le Président ces propositions demandées aux ministres des affaires étrangères et aux sherpas sont destinées au sommet de Dublin. Alors que fera le sommet intermédiaire, est-ce qu'un certain nombre de projets doivent être soumis avant pour examen par les chefs d'Etat et de gouvernement ?

- LE PRESIDENT.- Cette réunion, je ne sais pas encore quelle est exactement sa nature, est une idée de la France, c'est une proposition. Moi, j'avais été très frappé par la qualité du débat informel de Formentor.

- Alors il y avait deux thèses, il y avait ceux qui considéraient, (plus exactement il y avait la totalité des chefs de gouvernement) qu'une réunion type Formentor était très utile, pour des raisons simples, c'est qu'elle n'a pas d'ordre du jour, et qu'elle peut se passer, je dirais matériellement presque physiquement, dans des conditions où la relation est beaucoup plus facile. En particulier quand il n'y a que les 15 chefs d'Etat dans une pièce avec une table un peu resserrée ou l'échange est beaucoup plus facile que dans le formalisme des grandes réunions.

- Et puis il y avait ceux qui, à juste titre également, disaient oui mais, cela représente un inconvénient, c'est qu'on se réunit et qu'à partir du moment où l'on se réunit tous les médias sont là, et à partir du moment où les médias sont là l'exercice est en quelque sorte voué à l'échec. Puisque par définition, s'il y a des médias, ils demandent ce qu'on a fait, et comme par définition on se réunit non pas pour faire quelque chose, mais pour échanger des idées et pas pour prendre des décisions, cela donne une très mauvaise presse.

- Alors, je considère que la presse est là pour critiquer, qu'elle soit bonne ou qu'elle soit mauvaise, cela n'a pas beaucoup d'importance, ce qui est important c'est qu'elle informe. Finalement, à l'unanimité, nous avons décidé de demander à la présidence irlandaise de faire une réunion de cette nature. L'idée étant, je le répète, simplement et je le dis tout de suite, non pas de décider quoi que ce soit, mais de commencer à parler des problèmes dont on aura observé qu'ils sont les plus difficiles, de façon, déjà, à donner à nos ministres des affaires étrangères, à nos sherpas, des orientations un peu plus concertées que celles qu'on a pu leur donner aujourd'hui.

- Aujourd'hui, on a fait en quelque sorte la liste des problèmes, mais d'ici le mois de septembre ou d'octobre, les travaux vont faire apparaître qu'il y a des points sur lesquels on trouvera une solution sans trop de difficultés, puis il y a des points sur lesquels il y a un vrai problème, ou des oppositions entre les petits pays et les grands, ou entre tel ou tel intérêt.

- Donc, il n'est pas mauvais qu'on puisse sans aucun formalisme, sans aucun objectif, sans aucune décision, simplement en parler, ne serait-ce que pour dédramatiser certaines choses, pour engager certaines solutions. Enfin moi j'étais favorable à cette position. elle a été adoptée et ie

crois que cela ne peut pas faire de mal. Mais je vous dis tout de suite, que si vous voulez apprendre quelque chose, ce ne sera pas la peine de venir à cette réunion là, vous pourrez attendre celle de Dublin.\

QUESTION.- Je voudrais savoir quels sont les enseignements que vous tirez de la politique de non-coopération britannique sur le plan institutionnel et notamment s'il ne faudrait pas généraliser le vote à la majorité qualifiée pour éviter à l'avenir de telle prise en otage de l'Union par un Etat membre ?

- LE PRESIDENT.- Moi je suis favorable à un élargissement du vote à la majorité qualifiée, cela pose naturellement deux conditions. La première, j'ai eu souvent l'occasion de le rappeler, c'est que sous une forme ou sous une autre, que cela s'appelle le compromis du Luxembourg ou autrement, il est nécessaire que chaque pays, lorsqu'il estime que ses intérêts essentiels sont en cause, puisse s'opposer à une décision. Cela c'est l'essentiel, cela ne peut pas marcher autrement. Et nous sommes dans un système qui est un système où petit à petit nous renforçons les liens entre les pays, nous ne sommes pas dans un système de fusion. Donc cela c'est la première condition.

- La deuxième c'est que je dirais que quelle que soit l'éminente qualité de nos amis luxembourgeois, il n'est pas normal qu'un Luxembourgeois ait une voix qui compte autant que je ne sais combien d'Allemands. Ce n'est d'ailleurs pas très démocratique et par conséquent cela suppose qu'on règle le problème de la pondération des voix. C'est un des problèmes importants, quand je disais tout à l'heure, il y a des problèmes qui vont opposer les petits pays aux grands, et qu'il serait bon qu'on puisse en parler tranquillement sans formalisme, sans pressions extérieures dans une réunion du type Formentor. Je pensais notamment à cela, le problème de la pondération des voix va naturellement se poser et il faudra lui trouver une solution et cela suppose qu'on ait je le répète le temps de parler de façon très décontractée.

- Alors à partir de là, la leçon ou l'enseignement que je tire de la non-participation britannique, au total ce n'est pas une arme absolue naturellement, parce que beaucoup de choses peuvent se faire à la majorité, mais l'expérience a prouvé que tout de même c'était un système de blocage assez fort. Moi ça ne me choque pas, rien ne se fait dans la facilité. Et quand il y a des problèmes il est important, - c'est le principe même de l'élaboration d'un grand ensemble comme l'Europe -, qu'on accouche dans la douleur. Eh bien, c'est ce qu'on a fait !

- QUESTION.- Monsieur le Président, je voudrais revenir un instant au complément d'aide qui sera apporté aux éleveurs européens à la suite de la crise bovine 'maladie de la vache folle'. Donc, il y a 200 millions d'écus de plus. Est-ce qu'on a une idée du montant qui reviendra aux éleveurs Français ?

- LE PRESIDENT.- Non, je n'en sais rien. Cela c'est aux ministres des affaires agricoles, qui se réunissent lundi et qui verront ces questions, d'en décider.\

QUESTION.- Monsieur le Président, le veto grec reste encore à résoudre pour le fond d'aide méditerranéen. Quelle est la position de la France sur ce problème là ?

- LE PRESIDENT.- Vous voulez dire pour le programme Meda ?

- QUESTION.- Meda, exactement.

- LE PRESIDENT.- Alors, la France a été à l'origine vous le savez d'une idée qui me tient beaucoup à coeur et qui est que la Méditerranée ne doit plus nous diviser comme elle l'a fait si longtemps dans l'Histoire, mais au contraire nous rapprocher. Je suis donc un militant de l'idée d'un pacte de stabilité en Méditerranée permettant d'assumer la paix, la stabilité politique et le développement économique. C'est-à-dire que tout ce qui va dans ce sens pour moi est bon et tout ce qui contrarie cette évolution est mauvais, enfin pour simplifier.

- Alors, je sais parfaitement qu'il y a un contentieux important entre la Grèce et la Turquie mais je regrette que cela conduise la Grèce à bloquer la mise en oeuvre du programme Meda. Parce que tout le monde, naturellement, est sanctionné dans cette affaire et notamment tous ceux qui n'ont aucun rapport avec ce contentieux. C'est-à-dire tous les autres pays méditerranéens.

- Alors, nous avons fait une phrase qui a eu l'accord des Grecs dans le communiqué, vous la verrez. Moi j'ai beaucoup insisté - je comprends que c'est un problème politique - pour que les

Greco, notamment à l'occasion de leur prochain congrès politique puissent trouver la solution leur permettant de lever cette réserve qui n'est pas convenable.\

QUESTION.- Monsieur le Président, est-ce que vous avez eu l'occasion en marge de ce Conseil européen d'évoquer avec tel ou tel de vos partenaires le prochain G7, qui a lieu dans une petite semaine et en quels termes ?

- LE PRESIDENT.- Non, parce que d'une part, l'ensemble des partenaires européens étaient parfaitement informés, je les tiens en permanence informés de la préparation du G7 et donc les discussions que j'ai pu avoir avec les uns ou avec les autres n'ont pas vraiment porté sur le G7. La tradition n'est-ce pas veut que les partenaires européens soient informés par ceux qui participent aux G7.

- J'ajoute que j'ai cette année lancé une nouvelle tradition, puisque j'ai envoyé dans le monde entier auprès de tous les grands pays, et les moins grands aussi d'ailleurs, des envoyés pour recueillir leurs points de vue, leurs sentiments sur les différents problèmes qui seront évoqués à Lyon. Donc, je n'ai pas parlé de cela ou très peu.

- En revanche, j'ai rencontré le Président chilien et j'ai eu un entretien très intéressant avec lui. Il avait reçu mon envoyé spécial, donc il était très au courant du G7 et donc je n'ai pas eu à lui en parler. En revanche, nous avons eu un échange de vue très intéressant dans la mesure où j'entends, vous le savez, renforcer très sensiblement la place de la France, qui est aimée mais trop absente en Amérique latine, dans l'ensemble de l'Amérique latine.

- Et deuxièmement, j'ai eu des entretiens à nouveau, puisque j'en avais eus il y a deux ou trois semaines à Paris, avec le Président de l'Ouzbékistan et j'ai été également très intéressé par ces entretiens bilatéraux.

- QUESTION.- Monsieur le Président, est-ce que vous avez discuté ici, de la question du renouvellement du mandat de M. Boutros Ghali ? J'imagine que si vous ne l'avez pas fait ici cela ne manquera pas à Lyon et..

- LE PRESIDENT.- Ecoutez, je vous interromps, je ne suis pas du tout disposé à transformer la réunion de Lyon en réunion électorale pour l'ONU. Donc, ce sujet ne sera pas abordé à Lyon. Je vous le dis tout de suite et je dois dire qu'il n'a pas été non plus abordé ici.\

QUESTION.- Monsieur le Président est-ce que vous êtes satisfait des conclusions du Sommet de Florence en ce qui concerne la lutte contre le chômage ? Et deuxième question, que pensez-vous de l'accord obtenu sur Europol ?

- LE PRESIDENT.- Pour Europol, moi je suis très content puisque vous le savez la France n'avait pas une position en flèche dans cette affaire, mais elle s'est efforcée de concilier les points de vue de l'Angleterre et des autres, je suis très content de la solution qui est intervenue.

- Sur l'emploi, vous savez, hélas, il n'y a pas de baguette magique, alors il y a un point positif, c'est que maintenant on parle de plus en plus entre nous des problèmes d'emplois. Et cela c'est un phénomène nouveau qui date d'un an et demi ou deux ans et qui est tout de même positif dans la mesure où il faut renforcer les convergences économiques si l'on veut lutter plus efficacement au plan européen contre le chômage.

- Mais ce qui a été plus important de ce point de vue, c'est le point de vue social je crois, c'est la claire prise de conscience qu'il y a un modèle social européen et que la mondialisation inéluctable ne peut pas ou ne doit pas l'ignorer, et je suis très frappé par cela. J'avais fait un projet pour nos partenaires de modèle social européen, je l'ai longuement évoqué aujourd'hui et je crois pouvoir dire qu'il est maintenant acquis à l'unanimité que ce modèle social est quelque chose qui nous appartient qui fait partie de notre culture et que nous ne pouvons pas mettre en cause.

- Le modèle social européen, c'est en réalité la mise en oeuvre de trois principes, il repose sur trois pieds, qui sont d'une part une protection sociale minimum, d'autre part un dialogue social tripartite employeurs-salariés-Etat comme moteur du progrès économique et social, et enfin, une responsabilité de l'Etat pour le maintien de la cohésion sociale, sans laquelle il ne peut pas y avoir de cohésion nationale. Et face aux campagnes qui se développent aussi bien en Amérique qu'en Asie pour une libéralisation totale, une flexibilité intégrale, face à ces campagnes qui ne peuvent avoir pour conséquences sociales que l'exclusion de tous ceux (soit au niveau des pays pour les

individus, soit au niveau des nations pour la planète) qui n'ont pas la capacité d'aller à la même vitesse que les plus performants, cela, cette prise de conscience qu'il y a un problème, que la mondialisation est inéluctable et nécessaire mais qu'il faut la maîtriser au bénéfice de tous et notamment pour les Européens surtout respecter leur modèle social, c'est une idée qui maintenant s'est imposée.

- J'ai été frappé par le fait que ce sujet avait fait l'objet d'une unanimité aujourd'hui et deux autres problèmes sociaux ont été évoqués et sur lesquels on a aussi beaucoup progressé petit à petit. Le premier c'est celui des services publics, pratiquement l'unanimité aujourd'hui se fait sur la nécessité d'avoir des services publics qui permettent à chacun dans une nation d'avoir les mêmes services.

- Et deuxièmement les problèmes de la drogue puisque vous verrez que le texte qui a été adopté, et qu'il a été adopté avec l'accord du Premier ministre hollandais, est tout de même un progrès considérable par rapport à ce qui a été dit il y a encore quelques mois et moins d'un an.

- Et de ce point de vue, j'ai développé très longuement la nécessité de renforcer très sensiblement nos moyens de lutte contre la production mais aussi contre la consommation de drogue et je veux dire que pour la première fois, cela a eu l'air de permettre d'avancer d'un pas, voilà.

- Je vous remercie.\